

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**IP/C/W/35/Add.1**

24 septembre 1996

(96-3781)

---

**Conseil des aspects des droits de propriété  
intellectuelle qui touchent au commerce**

Original: anglais

## ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE: RENSEIGNEMENTS FOURNIS PAR D'AUTRES ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

### Addendum

#### Fonds monétaire international

Le présent document reproduit les renseignements actualisés, que le Fonds monétaire international a fait parvenir au Secrétariat dans une communication datée du 19 août 1996, sur ses activités de coopération technique et financière présentant un intérêt pour la mise en oeuvre de l'Accord sur les ADPIC.

---

En réponse à votre lettre du 5 août 1996 invitant le FMI à mettre à jour les renseignements communiqués précédemment au sujet des programmes de coopération technique et financière du Fonds se rapportant à l'Accord sur les ADPIC, j'ai l'honneur de vous adresser ci-joints un tableau et un texte. J'attire votre attention sur le fait que les colonnes du tableau font référence non pas à l'année civile mais à l'exercice du Fonds, lequel commence le 1er mai; c'est pourquoi nous pouvons donner les "chiffres effectifs" pour l'exercice 1996. Le Fonds n'accorde bien évidemment pas d'assistance technique dans des domaines qui relèvent directement de l'Accord sur les ADPIC; je pense néanmoins que les informations données présentent un certain intérêt.

ANNEXEOCTROI D'ASSISTANCE TECHNIQUE (EXERCICES 1993 A 1996)(en années-personne)

	Ex. 1993 Chiffres effectifs	Ex. 1994 Chiffres effectifs	Ex. 1995 Chiffres effectifs	Ex. 1996 Chiffres effectifs
<b>Budget de l'assistance technique</b>	<b>188,8</b>	<b>194,0</b>	<b>220,1</b>	<b>211,4</b>
Personnel	90,0	100,9	115,7	108,6
Consultants au Siège	21,2	20,5	22,1	23,5
Experts	77,6	72,6	82,3	79,3
Réserve interdépartementale	-	-	-	-
<b>Ressources extérieures</b>	<b>55,0</b>	<b>68,6</b>	<b>80,4</b>	<b>97,5</b>
PNUD	28,9	19,3	16,6	25,0
Japon	20,3	40,1	51,4	65,0
Autres	5,8	9,2	12,4	7,5
 Ressources totales de l'assistance technique	 43,8	 262,6	 300,5	 309,0
 <b>Utilisation régionale totale</b>	 <b>242,9</b>	 <b>243,3</b>	 <b>271,2</b>	 <b>280,1</b>
Afrique	71,0	63,8	60,6	62,4
Asie centrale	24,6	25,6	27,7	27,5
Europe I	24,3	24,6	27,8	24,4
Europe II	60,2	65,9	16,9	73,5
Moyen-Orient	10,6	11,5	23,6	23,4
Asie du Sud-Est et Pacifique	17,8	15,6	27,4	25,0
Hémisphère occidental	34,4	30,9	7,9	32,3
Fonds (interrégional)	-	5,4		11,7
 <b>Utilisation autre que régionale</b>	 <b>0,8</b>	 <b>19,3</b>	 <b>29,6</b>	 <b>28,9</b>
 Ressources totales de l'assistance technique	 243,7	 262,6	 300,8	 309,0
 <b>Ressources totales fournies, par département</b>				
Département des questions monétaires et de change	96,8	105,7	138,1	137,3
Département des finances publiques	82,5	94,8	95,1	99,8
Département des statistiques	40,5	35,5	37,9	39,2
Institut du FMI	11,2	13,0	14,6	14,0
Département juridique	7,7	7,5	7,9	11,0
Autres	5,0	6,0	7,0	7,7

Source: Secrétariat chargé de l'assistance technique.

FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL  
ASSISTANCE TECHNIQUE TOUCHANT A LA POLITIQUE COMMERCIALE

Le Fonds monétaire international fournit aux pays membres une assistance et une formation techniques en matière économique et financière pour ainsi dire depuis sa création. Bien qu'étroitement liées, ces activités peuvent être classées en cinq grandes catégories; elles consistent: i) à fournir des conseils aux autorités sur les mesures à prendre et sur leur mise en oeuvre; ii) à apporter un appui à la mise en place de cadres institutionnels; iii) à améliorer la qualité des données statistiques et à veiller à ce qu'elles soient communiquées en temps voulu; iv) à former des fonctionnaires; et v) à examiner les projets de législation et à contribuer à leur rédaction. Ces activités peuvent donc revêtir de multiples formes, qui vont des consultations annuelles au titre de l'article IV et de la conception de programmes de stabilisation et d'ajustement structurel à la mise au point de systèmes d'identification des contribuables. Comme l'assistance technique s'inscrit dans le cadre du dialogue mené par le Fonds avec ses Etats membres au sujet de leur politique générale, sa portée va bien au-delà des tâches qui lui sont expressément assignées.

L'assistance technique peut être assurée par le personnel du Fonds dans le cadre de missions, par le personnel du Fonds et des experts extérieurs au cours de missions spécifiques donnant suite à des demandes précises des Etats membres, ou dans le cadre de cours dispensés par l'Institut du FMI. Il peut s'agir de missions de quelques jours uniquement ou du détachement de personnel auprès d'un ministère ou d'une banque centrale pendant une période d'un à deux ans. L'assistance peut porter sur des domaines très divers, comme, par exemple, la politique économique, les programmes d'ajustement de la balance des paiements, la fiscalité, les politiques en matière de dépenses publiques et en matière budgétaire, les questions juridiques, la gestion de la dette, les problèmes de change et les questions commerciales, les questions touchant au secteur financier, la comptabilité, les statistiques et le traitement des données. Depuis 1990, le nombre d'activités spécifiques a augmenté de 75 pour cent, passant de 170 années-personne cette année-là à plus de 300 en 1995-1996 (voir tableau). Ces activités ont été financées par les ressources du Fonds et par des donateurs. Ces derniers temps, le FMI a également créé un compte général pour l'assistance technique destiné à recevoir les fonds versés par les donateurs à cette fin.

Les activités d'assistance technique du FMI sont étroitement liées à son rôle de gardien du système monétaire international. Elles concernent les domaines suivants: questions monétaires et taux de change (137), application de la politique budgétaire (100), statistiques macro-économiques et normes de données (40), cours de formation macro-économique (14), questions juridiques principalement liées aux politiques monétaires et budgétaires (11), et autres activités de soutien complémentaires (8). Bien qu'il n'existe pas de programme spécifique à cet égard, les services du Fonds répondent aux demandes d'assistance technique des Etats membres en matière commerciale (par exemple, libéralisation des droits d'importation). D'une manière générale, toutefois, les questions en rapport avec la politique commerciale sont examinées dans le cadre du dialogue sur la politique générale qui a lieu au titre des programmes du Fonds ou de consultations, ou sont soulevées dans le contexte de l'analyse des questions budgétaires par exemple politique fiscale et tarifaire, gestion douanière ou rationalisation des subventions. Depuis la conclusion du Cycle d'Uruguay, les services du FMI sont davantage conscients des engagements contractés par les Membres dans le cadre de ces négociations. Il est aussi fréquemment question de l'incidence du Cycle d'Uruguay dans le dialogue mené avec les Membres au sujet de leur politique générale.